



Déclaration des représentant-e-s du personnel SNUipp-FSU 47  
à la CAPD du 31 janvier

## Refondation, j'écris ton nom...

Au lendemain de la grande réunion rassemblant les directeurs-bénévoles des écoles afin de leur présenter un diaporama illisible censé les convaincre du bien-fondé de la loi d'orientation et de son corollaire sur le changement de rythmes...

Au lendemain donc de cette grand-messe, laïque bien sûr, au cours de laquelle avait été octroyé le droit de gribouiller quelques questions qui ont été lues ou pas, répondues ou pas par la tribune...

Au lendemain de cette réunion et quelques jours après la publication au journal officiel du décret n° 2013-77 (c'est quand même une drôle d'idée de citer un décret uniquement par son numéro devant plus de 300 directeurs-bénévoles...?)...

Alors que les actions et les réactions se multiplient un peu partout, tant du côté des enseignant-e-s que ce celui des maires, des parents, et sans doute aussi des personnels des Dsden qui commencent certainement à cauchemarder sur l'organisation des temps partiels et des remplacements...

Alors que certains jouent la béatitude face à l'affichage des projets...

Alors que d'autres jouent le statu-quo en prônant juste ce qui peut se résumer comme un refus de toute évolution de l'école...

### **Il nous faut réaffirmer notre volonté.**

**Non, la Refondation définie par le précédent président de la République**, à l'automne 2007, dans sa Lettre aux Éducateurs, n'était pas bonne pour l'École !  
Elle n'a entraîné qu'injonctions, dévalorisations, perte du sens du métier.

**Non, la Refondation présentée à la Sorbonne** le 9 octobre dernier ne marque pas la rupture nécessaire avec ce qui avait été engagé par le gouvernement précédent.

### **Dès le 18 octobre dernier, nous écrivions :**

*« Les objectifs d'un système éducatif ne peuvent s'élaborer sans projet politique de société. Donc la vraie question que nous devons nous poser est : quelle société voulons-nous ?*

*À partir des réponses que nous formulerons, nous pourrions en tirer les objectifs que nous assignons à l'école.*

*Ne pas se poser cette question ?... C'est forcément bricoler de mauvaises réponses pour l'École.*

*Nous n'avons pas vu de signes clairs quant aux questions de société depuis 6 mois :*

- *une législation empêchant les licenciements abusifs ?*
- *une politique de réindustrialisation ?*
- *les droits des migrants ?*
- *la reprise en main « politique » de la monnaie européenne ?*

- la condamnation des spéculations financières ?
- les droits sociaux à la santé, au logement, à la retraite ?

*Aucun de ces domaines n'a fait l'objet d'un projet de société... et il faudrait « refonder » l'école ? ... Juste pour mieux accompagner des choix économiques et politiques qui tous vont dans le sens d'un libéralisme de plus en plus débridé...*

*Nous refusons le libéralisme économique et l'école libérale voulus par les gouvernements précédents.*

*Au nom de quels reniements pourrions-nous accepter les mêmes choses aujourd'hui ?*

*Il n'est pas question de regretter les politiques menées ces dernières années, mais nous n'accepterons pas de donner notre caution à une « refondation » de l'école sans que soient refondées profondément les orientations politiques et économiques de la société que cette école aura pour charge de construire.*

*Refonder l'école, ce n'est pas qu'une question d'horaires, c'est aussi un choix de société. »*

**Le projet de Loi n'a pas évolué** positivement depuis. La publication du décret sur les rythmes confirme nos réserves.

**Oui, nous sommes pour une école qui évolue**, qui change ses programmes, qui recrée des postes et une formation initiale et continue, qui réfléchisse sur la recherche et la pédagogie, sur le calendrier scolaire, sur l'alternance du travail et des congés, sur l'amplitude horaire de la journée scolaire, de la semaine scolaire...

**Pour la question des rythmes**, nous refusons de la considérer en dehors du reste, en dehors de tout ce qui fait l'école (programmes, formation, calendrier, pédagogie... etc ...).

**Nous considérons** que si l'enjeu majeur de l'école de la fin du 19<sup>e</sup> siècle avait été la construction des bâtiments d'école partout en France, l'un des enjeux d'aujourd'hui est bel et bien la prise en compte par la société de la globalité de la journée de l'enfant.

**De préférence par la Loi**, qui s'impose à tous, avec une définition précise des « activités pédagogiques périscolaires », avec une budgétisation des moyens indispensables à la prise en charge de ces nouveaux « temps » qui devraient relever des missions du pays, donc de l'État.

**Au lieu de cela**, nous assistons à des mesures de « souplesse », comme on dit. Destinées à permettre aux communes de proposer, ou pas, des activités gratuites, ou pas, avec alourdissement des taux d'encadrement et aucune injonction régaliennne d'objectifs pédagogiques.

**Bref, nous sommes passés en peu de mois  
de la refondation caporaliste à la refondation cosmétique.**

En rien cela ne correspond à l'attente et aux besoins de la société, ni à ceux de la profession. Nous avons engagé l'information et la réflexion auprès des collègues, nous sommes entrés maintenant dans une phase d'actions qui ne se terminent pas aujourd'hui.

*« Et par le pouvoir d'un mot  
Nous recommençons notre vie  
Nous sommes nés pour te connaître  
Pour te nommer »*

**Assurément : Refondation, nous voulons dire ton nom !**